



MONTUSSAN

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE DE MONTUSSAN**

N° 2020-26

Département de la Gironde
Canton de Lormont

L'an deux mille vingt et le dix-neuf juin, à 18h30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Salle Polyvalente de Carsoule sous la présidence de Monsieur DUPIC Frédéric, Maire.

Date de la convocation : 15.06.2020

Nombre de membres : En exercice : 23 – Présents : 19 – Absents : 4 – Votant : 22

Etaient présents :

Mesdames FONTENEAU Sylvie, JEAN THEODORE Corinne, PEYRAUBE Marie-José, PINARD Céline, BOULDÉ Fleur, LAURENT Maria Concepción, TODESCO Valérie, BAMALE Odile, RIEB Françoise, DARNIGE Adeline ;

Messieurs MARTIN José, SEURIN Alban, DUCONGER Jean-Loup, QUELLIEN Geoffrey, CHIRON Patrice, BILLOT Gérard, CHALMÉ Jean-Luc, CANTERO Sébastien, CARPE Francis.

Etaient absents :

Madame CHANSARD Nathalie ;

Messieurs DUPIC Frédéric (présent lors de cette séance du Conseil Municipal se retire de la salle après avoir passé la parole à Mme FONTENEAU et ne participe ni au débat ni au vote), MARTIN Isidro, GACHET Pascal.

Procurations :

Madame CHANSARD Nathalie donne procuration à Monsieur CANTERO Sébastien.

Monsieur MARTIN Isidro donne procuration à Madame FONTENEAU Sylvie.

Monsieur GACHET Pascal donne procuration à Monsieur CHIRON Patrice.

Madame Fleur BOULDE a été nommée secrétaire de séance.

Objet :

**DESIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION
DE L'ARTICLE L422-7 DU CODE DE L'URBANISME**

Monsieur le Maire se retire de la salle du Conseil et ne participe ni aux débats ni au vote.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 422-7 du Code de l'Urbanisme,

Madame Sylvie FONTENEAU informe le Conseil Municipal que l'article L422-7 du Code de l'Urbanisme stipule que « si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis de construire ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le Conseil Municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision ».

Résultat du vote :

- Pour : 22
- Contre : 0
- Abstention : 0

Dans ce cas précis, un membre du Conseil Municipal doit être désigné par une délibération expresse du Conseil Municipal pour délivrer le permis ou la déclaration préalable à la place du maire empêché.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **DE DESIGNER** Monsieur Jean-Loup DUCONGER pour prendre toute décision relative à un permis de construire ou une déclaration préalable pour tout projet pour lequel le maire serait intéressé au sens de l'article L 422-7 du Code de l'Urbanisme.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Le Maire,



Frédéric DUPIC